

Brochure n° 3079

Convention collective nationale

**IDCC : 669. – INDUSTRIES DE FABRICATION
MÉCANIQUE DU VERRE**

ACCORD DU 23 FÉVRIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} MARS 2012

NOR : ASET1250602M
IDCC : 669

Entre :

La CSVM ;

La CSVT ;

La FCSIV ;

La CSFVP ;

La CSVS,

D'une part, et

La CFE-CGC chimie ;

La FCE CFDT ;

La FCMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Appointements mensuels garantis

Les appointements mensuels garantis (AMG) sont revalorisés comme définis dans l'annexe jointe.

Les éléments ci-dessous sont pris en compte dans la détermination des appointements mensuels garantis :

- salaire de base ;
- compensation pour réduction d'horaire ;
- majorations ayant le caractère de fait d'un complément de salaire (exemple : un complément individuel de rémunération) à l'exclusion des majorations pour travail du dimanche, des jours fériés, de nuit et d'éventuelles heures supplémentaires, et des primes d'ancienneté.

Article 2

Salaire minimal professionnel (SMP)

Le salaire minimal professionnel (SMP) est porté à 4,412 € au 1^{er} mars 2012.

Article 3

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les parties réaffirment leur volonté de continuer à réduire ces écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, à situation égale, afin de les supprimer s'ils existent encore.

Article 4

Modalités d'application

Si de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires, postérieures à l'application du présent accord, étaient de nature à remettre en cause l'équilibre dudit accord, les organisations syndicales d'employeurs et de salariés s'engagent à examiner les conséquences que pourraient avoir ces nouvelles dispositions sur le présent accord.

Article 5

Révision

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Cet accord ne peut être révisé en tout ou partie qu'après un délai de prévenance de 3 mois.

La ou les parties signataires envisageant la révision du présent accord devront notifier aux autres parties, par lettre recommandée avec avis de réception, leur demande de révision. Cette demande devra être accompagnée éventuellement et si possible d'un nouveau projet.

La valeur du premier coefficient sera toujours au moins égale à celle du Smic.

Article 6

Dénonciation de l'accord

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales. Un préavis de 3 mois devra être respecté. La dénonciation sera notifiée par son auteur aux autres parties signataires et donnera lieu à dépôt conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

A défaut de la conclusion d'un nouvel accord collectif, les dispositions du présent texte resteront applicables pendant une durée de 12 mois à compter de la fin du préavis.

Article 7

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Cependant, compte tenu de la situation actuelle, les parties conviennent de faire un point sur la situation en septembre 2012.

Article 8

Dépôt

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires auprès de la direction générale du travail au service des relations et des conditions de travail, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 9

Extension

Les parties signataires demanderont l'extension de présent accord, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 10

Date d'application

Cet accord s'appliquera à compter du 1^{er} mars 2012.

Fait à Paris, le 23 février 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Appointements mensuels garantis

Salaire minimal professionnel : 4,412 €.

(En euros.)

COEFFICIENT	APPOINTEMENT GARANTI
125	1 398,44
135	1 405,54
145	1 411,94
155	1 423,55
165	1 434,83
180	1 450,08
190	1 474,30
200	1 532,00
215	1 626,12
230	1 723,26
250	1 852,76
270	1 982,27
290	2 111,77
315	2 273,64
345	2 467,91
375	2 662,17
390	2 759,30
410	2 888,80
450	3 147,82
550	3 795,35
660	4 507,61
880	5 932,18